

IRAN: CRISE INTERNE ET MARGE DE MANŒUVRE DES ETATS OCCIDENTAUX

La crise de politique intérieure faisant suite aux élections présidentielles du 12 juin 2009 remet surtout en question de manière fondamentale l'ordre politique légitimé par les religieux. Manifestants de l'opposition et fidèles au régime s'opposent toujours davantage en frères ennemis. Parallèlement, les conflits gagnent en intensité au sein de l'élite iranienne au pouvoir. Si l'issue définitive de la confrontation en termes de politique intérieure reste incertaine, aucun signe positif n'est à attendre dans le conflit qui oppose le pays au monde occidental sur la question atomique, malgré l'affaiblissement manifeste du régime iranien.



Sûr de la victoire: Mahmoud Ahmadinejad après avoir mis son bulletin de vote dans l'urne lors des élections présidentielles 2009, Téhéran, 12 juin 2009. REUTERS / Ahmed Jadallah

Les élections présidentielles, contestées, du 12 juin 2009 et la vague de protestations qui a suivi ont plongé la République islamique d'Iran dans la plus grande crise qu'elle ait connue depuis sa création. Les manifestations et les querelles violentes à Téhéran et dans certaines villes de province ainsi que les lignes de conflits toujours plus manifestes au sein de l'élite dirigeante iranienne ont fait éclore une dynamique qui pourrait mettre en branle un changement fondamental de l'ordre politique. Depuis la révolution de 1978–1979, les débats internes étaient surtout déterminés par les questions sur le rôle de la religion en politique. Suite aux récents événements liés à la réélection de l'actuel président Mahmoud Ahmadinejad, l'antagonisme caractéristique de l'histoire moderne de l'Iran entre le pouvoir autoritaire, d'une part, et les efforts déployés pour une démocratie

constitutionnelle, d'autre part, a retrouvé un second souffle. Ce dualisme traditionnel se superpose toujours davantage à cette opposition qui marque le passé récent entre conservateurs et réformateurs.

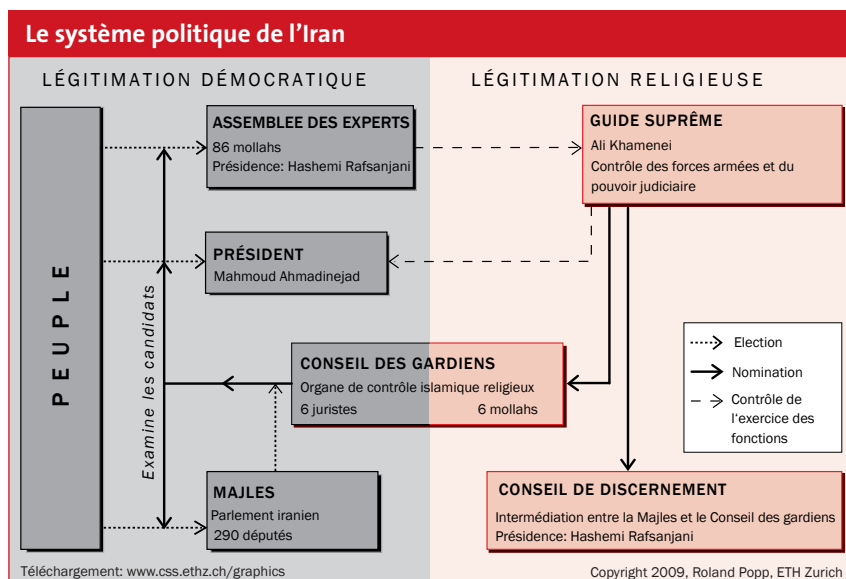
Eu égard à la remise en question fondamentale de la légitimité du pouvoir que ces événements ont assis sur le religieux, la poursuite de ce système, du moins dans sa forme actuelle, n'est pas assurée dans une perspective à long terme. La continuation du conflit qui oppose l'Iran et l'Occident sur la question atomique dépend aussi des futurs développements de la lutte pour le pouvoir qui marque la politique intérieure.

Les élections du 12 juin

Pratiquement aucun observateur de la situation politique en Iran n'a été en mesure de prévoir une crise dans le contexte

des élections présidentielles du 12 juin 2009. Dans la phase préélectorale déjà, le Conseil des gardiens de la Constitution n'avait admis que quatre candidats sur quelque cinq cents. Malgré un maigre bilan gouvernemental depuis cinq ans, la réélection du titulaire en poste Ahmadinejad était considérée comme assurée. Aucun président en exercice ne s'est jusqu'à présent vu refuser un deuxième mandat. S'y sont ajoutés le soutien ouvertement apporté à Ahmadinejad par le leader religieux Ali Khamenei et surtout la faiblesse perçue chez les candidats de l'opposition après que le réformateur le plus connu, l'ancien président de l'Etat Mohammad Khatami (1997–2005), eût renoncé à se représenter.

Durant les joutes électorales, une dynamique jusqu'à présent inconnue s'est développée en Iran. Elle a été alimentée non seulement par l'insatisfaction largement répandue vis-à-vis du renforcement de la répression et de la limitation des droits personnels, mais aussi par la situation globale préoccupante de l'économie sur fond de très forte inflation et de chômage élevé. La décision du gouvernement Ahmadinejad, influencée par la certitude de gagner les élections, d'atténuer le contrôle de l'Etat et le musellement de l'opposition durant la campagne électorale a également joué un rôle important. Cette mesure visant à créer une légitimation quasi démocratique pour un deuxième mandat d'Ahmadinejad s'est transformée en un boomerang politique. Le pâle candidat de l'opposition Mir Hossein Moussavi a réussi, avant les élections, à s'adresser à de larges tranches de la population en passant par-dessus les tradi-



tionnelles couches d'électeurs urbaines que constituent les réformateurs. Les grandes manifestations de la campagne de Mousavi dont les méthodes, jusqu'ici inconnues en Iran, d'organisation et de mobilisation via Internet et le déroulement raté, orchestré par le président sortant, des débats des candidats à la présidence retransmis pour la première fois par la télévision publique ont fait apparaître l'issue des élections comme totalement ouverte.

Les résultats officiels publiés déjà le soir des élections ont été d'autant plus étonnants: un peu plus de 62% des quelque 40 millions d'électeurs s'étaient déjà décidés pour Ahmadinejad au premier tour. Lors de la sélection finale de 2005, le président avait, il est vrai, atteint un pourcentage de voix presque semblable. Cependant, toute une série d'indices donnent à penser que les résultats apparaissent extrêmement suspects et, en particulier, ceux émanant des provinces, qui auraient supposé un regain de popularité du président auprès des minorités ethniques parfois sextuplé, voire septuplé, sont invraisemblables. De même, le comportement du gouvernement le jour des élections – le comptage extrêmement rapide des voix, la concentration de nombreuses forces de sécurité dans les villes et la mise hors circuit des réseaux sociaux basés sur le web et du réseau de téléphonie mobile – rendent le proche de la fraude électorale plausible.

Le mouvement de protestation qui s'est installé immédiatement après la publication des résultats a revêtu en quelques jours les contours d'un mouvement populaire. L'étendue et la composition sociale des manifestations de protestation ainsi que leur persistance face aux mesures de répression

présentaient une dimension parfois unique pour l'Iran. Des contre-mesures puissantes, notamment l'engagement de la milice des Basij fidèle au régime, ainsi que les vagues d'arrestations qui leur étaient liées ont mis fin aux premières manifestations de grande envergure. Malgré la répression violente, les protestations continuent, toutefois dans un cadre plus restreint. Ainsi par exemple, l'investiture d'Ahmadinejad au début du mois d'août a donné lieu à de nouvelles protestations. Le renforcement de la répression, les tortures reprochées aux forces de sécurité et les simulacres de procès contre les opposants, plutôt contre-productifs dans leur effet sur l'opinion publique, attisent au contraire les conflits au sein du camp conservateur même. La solidarité de l'élite iranienne au pouvoir indispensable au maintien du régime menace de s'écrouler.

Contradictions internes

Les contradictions si caractéristiques de la conception aussi bien que de la réalité de la République islamique ont contribué de manière décisive à la naissance de la crise. Le caractère unique de l'ordre politique en Iran est ici la suite logique d'un chemin historique particulier. La genèse constitutionnelle interne et le système de gouvernement de l'Iran sont marqués par le mouvement nationaliste constitutionnel qui a surgi au début du 19e siècle, lui-même marqué par les idées rationalistes occidentales. Dans le sillage de la révolution iranienne de 1978–1979, cet antagonisme traditionnel entre l'autocratie monarchique du Chah et les mouvements pour une démocratie constitutionnelle a été en plus coiffé par l'idée alternative d'une forme de domination qui trouve son fondement dans le religieux. La constitution de la République

islamique reflète ainsi aussi bien des notions républicaines occidentales que sont la souveraineté du peuple et la séparation des pouvoirs, mais aussi une transposition des idées du leader de la révolution, l'ayatollah Khomeiny, de ce qu'on appelle la «domination des scribes (islamiques)».

Les anciennes rivalités ont refait surface dans la controverse entourant l'issue des élections. Elles se superposent de plus en plus aux fractionnements qui ont marqué la décennie précédente entre les réformateurs, les conservateurs pragmatiques et les ultraconservateurs «fidèles aux principes» souvent appelés «néoconservateurs». Ces néoconservateurs entourant Ahmadinejad, qui ont progressé jusqu'au cœur du pouvoir surtout grâce au soutien du chef spirituel, remettent fondamentalement en question le caractère (partiellement) républicain de l'Iran et donnent unilatéralement la préférence à la légitimité religieuse du pouvoir. Les querelles de politique intérieure des années précédentes n'ont par la suite pratiquement plus été marquées par l'opposition entre réformateurs et conservateurs, qui a dû céder le pas à la scission grandissante au sein du camp conservateur traditionnel entre partisans et opposants à ces idées néoconservatrices. Ces antagonismes ont encore été renforcés par des divergences d'intérêts socioéconomiques entre les fractions et par des animosités personnelles, notamment entre Ahmadinejad et l'ex-président Ali Akbar Hashemi Rafsanjani (1989–1977), souvent considéré comme un pragmatique.

Pluralisme dirigé hors contrôle

Considérant toute l'acuité des disputes entre les camps conservateurs qui se sont brouillés, il convient de ne pas oublier que tous ces groupements sont en principe intéressés au maintien du pouvoir à fondement religieux en Iran. Il ne faut pas exclure que les parties contractantes conservatrices règlent leurs oppositions, du moins en apparence et toutes seules, pour garantir le maintien du régime. C'est précisément la radicalisation grandissante des manifestants dans la rue qui non seulement réclament l'annulation des résultats officiels des élections, mais formulent désormais aussi des exigences en vue d'un changement de système au profit d'un ordre libéral et républicain, voire séculaire, qui pourrait renforcer la propension au compromis au sein de l'élite conservatrice.

L'insatisfaction que les conservateurs nourrissent à l'égard du président est tou-

tefois évidente. Le populisme d'Ahmadinejad, sa politique économique erratique et surtout le traitement qu'il a réservé aux élections en vue d'acclamer sa gestion sont rendus responsables de la crise de l'Etat. Des personnalités conservatrices importantes ont, en guise de protestation, renoncé à participer à la cérémonie de son investiture. La résistance conservatrice, en particulier du côté du Parlement, face aux premières décisions personnelles montrent maintenant déjà qu'Ahmadinejad devra, dans l'exercice de son nouveau mandat, tabler sur une résistance institutionnelle nettement plus forte à sa politique.

Malgré cette insatisfaction au sein de l'élite cléricale, un remplacement à court terme d'Ahmadinejad – le maire de Téhéran, Mohammad Ghalibaf, est souvent cité comme candidat de rechange – est plutôt invraisemblable. L'attitude du chef religieux Khamenei est ici déterminante. Celui-ci s'est déjà publiquement rangé aux côtés du président poussé dans ses retranchements. Eu égard à la position de force centrale occupée par le leader Khamenei, un coup d'Etat des gardes de la révolution proches d'Ahmadinejad, que certains observateurs voient dans le domaine du possible, doit être considéré comme irréaliste.

L'issue la plus probable est donc qu'Ahmadinejad reste en fonction même si sa liberté d'action est réduite et sa position affaiblie. La persistance des actes de protestation constitue toutefois une source d'inquiétude pour l'élite fidèle au régime. On est conscient de l'évolution historique de la révolution de 1978-1979 durant laquelle des manifestations récurrentes se prolongeant sur douze mois ont eu raison de la dictature des Pahlavi. Il faudrait toutefois une importante répression pour venir définitivement à bout des protestations de masse actuelles. Or, une telle façon de procéder ne recèle pas seulement le risque d'une nouvelle escalade, mais modifierait aussi durablement la culture politique de la République islamique. Par ailleurs, l'imposition par la force des résultats contestés des élections relèguerait les éléments apparemment démocratiques ou semi-démocratiques de l'ordre politique au rang de miroirs aux alouettes dans la perception publique et dépouillerait le pluralisme dirigé de sa fonction de soupape. Le fait que les manifestants d'aujourd'hui empruntent leurs formes de protestation à la révolution islamique est prouvé par la légitimité fondamentale persistante de l'ordre qui est résulté des événements de 1978-1979. Le régime se trouve donc placé devant un

dilemme: soit on met en jeu cette légitimité résiduelle en anéantissant les protestations, soit l'on s'accommode du fait qu'un mouvement de protestation toujours plus organisé et décidé continue encore et toujours de saper l'ordre politique par la pression de la rue.

Le régime affaibli de l'Iran: un dilemme pour l'Occident

Les distorsions au niveau de la politique intérieure ont inévitablement un impact sur les négociations de Téhéran avec l'Occident dans le conflit autour de la question atomique (voir analyse CSS n° 43 [☞](#)). Malgré la faiblesse intérieure du régime devenue publique et bien que l'administration Obama, en abandonnant fondamentalement les positions de ses prédécesseurs, ait pour la première fois ouvert la voie à des discussions directes, il ne faut guère s'attendre à ce que l'Iran modifie son attitude dans le conflit sur la question atomique. Du point de vue de Khamenei et d'Ahmadinejad, toute concession vis-à-vis du monde occidental dans la question de l'enrichissement d'uranium serait actuellement un aveu de faiblesse. Par ailleurs, l'ouverture économique vis-à-vis des Etats occidentaux liée à un compromis dans la question nucléaire renforcerait les influences que l'on rend responsables de la naissance du mouvement de protestation. Les récents simulacres de procès visaient précisément à présenter le mouvement de l'opposition comme un véhicule piloté par l'étranger, à savoir le monde occidental, pour détruire les acquis de la révolution islamique. La manière propagandiste de traiter les protestations tout comme les authentiques craintes de la direction iranienne face à une «révolution de velours» rendent un rapprochement avec l'Occident plutôt improbable dans un proche avenir. Par contre, du point de vue d'un régime qui est forcé dans ses retranchements, une attitude inflexible et de nouvelles provocations rhétoriques à l'égard des Etats occidentaux et Israël constitueraient des moyens appropriés pour détourner les tensions politiques intérieures et mobiliser ses propres disciples.

Il est donc peu probable que les négociations avec Téhéran à propos du nucléaire deviennent plus simples. Pour les Etats occidentaux, il en résulte un dilemme, car il est incontestable que le comportement des gouvernements occidentaux dans le conflit autour du nucléaire aura aussi des répercussions sur la situation politique intérieure de l'Iran. On constate graduellement que les Etats-Unis et leurs partenaires européens vont s'en tenir à la stratégie de négociation déjà convenue, malgré les troubles

qui prévalent en Iran. Téhéran peut donc attendre jusqu'à l'automne 2009 pour adhérer à la proposition de discussion lancée par l'administration Obama. Si Téhéran n'y donne pas suite et ne manifeste aucune disposition à accepter un compromis, les puissances occidentales vont de nouveau insister sur un renforcement des sanctions. Contrairement aux mesures antérieures plutôt modérées, on envisage cette fois-ci des sanctions ciblées contre l'économie énergétique iranienne.

L'opportunité de sanctions plus sévères est actuellement controversée. Les partisans espèrent qu'une telle approche pourra amener le régime déstabilisé au plan interne à faire des concessions et le contraindre à suspendre l'enrichissement d'uranium. Les sceptiques rétorquent que les sanctions envisagées toucheraient en premier lieu la population au sens large et ne se traduiraient en fin de compte que par un effet indésirable de solidarisation avec le régime. Ils donnent à penser que le mouvement de protestation qui fait déjà l'objet de fortes pressions exercées par des puissances extérieures, ne serait plus guère en mesure de mobiliser une population à l'esprit nationaliste très marqué comme le peuple iranien, contre son propre gouvernement. Ils plaident donc en faveur d'une «pause stratégique» et pour une renonciation provisoire à des menaces de sanctions renforcées pour éviter une instrumentalisation, finalement désavantageuse pour toutes les parties, de la querelle sur le nucléaire dans les arcanes de la politique intérieure de l'Iran.

Un tel moratoire dans les négociations recèle toutefois le risque que Téhéran l'utilise pour poursuivre, voire accélérer son programme nucléaire. En cas de reprise des discussions, les négociateurs occidentaux seraient ainsi de nouveau ça et là confrontés avec un Iran qui est déjà *de facto* un pays au seuil du nucléaire. Les Etats occidentaux seront-ils disposés à prendre un tel risque? La réponse est tributaire de la manière dont on jugera l'évolution future de la crise en Iran et de la question de savoir si dans les principales villes occidentales on ne voit pas dans un éventuel changement de régime à Téhéran aussi la promesse d'un revirement fondamental de la position iranienne dans la lutte immuable pour l'atome.

Editeur responsable: Daniel Trachsler
analysen@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch